

AVRIL 2016  
n°249

### SOMMAIRE

**Pages 1 à 2 :**  
**IR 2015 et ISF 2016 :**  
**le calendrier**

**Pages 2 à 3 :**  
**Déclaration des reve-**  
**nus 2015 : faut-il rat-**  
**tacher ses enfants à**  
**son foyer fiscal ?**

**Page 4 :**  
**Panorama des**  
**marchés financiers et**  
**chiffres clés.**

## IR 2015 ET ISF 2016 : LE CALENDRIER

**C**oncernant l'IR, la grande nouveauté pour cette année réside dans le mode opératoire puisque **les contribuables dont le revenu fiscal de référence 2014 est supérieur à 40 000 € et qui disposent d'un accès à internet auront l'obligation de déclarer leurs revenus en ligne !** Pour mémoire, le revenu fiscal de référence 2014 figure sur l'avis d'impôt 2015 (reçu en septembre 2015). Le non-respect de cette obligation de télédéclaration sera assorti **d'une amende forfaitaire de 15 € par déclaration ou annexe**. Toutefois, le paiement de cette amende n'interviendra qu'à compter de la deuxième année au cours de laquelle un manquement sera constaté.

Quant au calendrier proprement dit, les imprimés de déclaration de revenus de l'administration fiscale seront adressés à partir de la seconde semaine d'avril. **Les contribuables qui ont la possibilité de déclarer en version papier auront jusqu'au mercredi 18 mai pour déposer leurs déclarations de revenus.** Pour les déclarations effectuées en ligne, la date de dépôt est, selon les départements, fixée au mardi 24 mai (départements 01 à 19), au mardi 31 mai (départements 20 à 49) ou au **mardi 7 juin** (départements 50 à 976). Les non-résidents sont également soumis aux dates du 18 mai ou du 7 juin selon le mode de dépôt.

**Les déclarations professionnelles (imprimés 2035 et 2031) ainsi que les déclarations de SCI (imprimé 2072) doivent, quant à elles, être déposées pour le mardi 3 mai 2016 au plus tard.**

Concernant l'ISF, rappelons que le mode déclaratif diffère selon la valeur du patrimoine. Il en résulte que :

- **Les contribuables dont le patrimoine taxable est inférieur à 2 570 000 € sont soumis à une procédure allégée** puisqu'il leur suffit de reporter sur la déclaration des revenus (imprimé 2042 C) le montant du patrimoine brut et net. **La date de dépôt est donc équivalente à celle de l'impôt sur le revenu, soit le 18 mai ou le 7 juin en cas de déclaration en ligne (départements 50 à 976).** Aucun justificatif ne doit être joint et le paiement de l'ISF s'opèrera, comme pour l'impôt sur le revenu, après l'émission d'un avis d'imposition qui interviendra vers le 15 septembre 2016.
- **Les contribuables dont le patrimoine est supérieur à 2 570 000 € sont tenus de déposer une déclaration ISF détaillée pour le 15 juin 2016 au plus tard.** Cette déclaration doit comporter les justificatifs des dettes déduites au passif et des éventuelles réductions d'ISF réalisées. Le paiement de l'impôt s'opère de manière spontanée en même temps que le dépôt de la déclaration.

**Le seuil d'imposition restant fixé à 1 300 000 €, les contribuables dont le patrimoine net est inférieur à 1 300 000 € ne sont pas concernés par l'impôt sur la fortune.**

En raison de l'absence de revalorisation, les tranches du barème ISF restent identiques à celles de 2015 et se déclinent comme suit :

Fraction de la valeur du patrimoine	Taux	Formule de calcul des droits
De 0 à 800 000 €	0,00 %	Patrimoine x 0
De 800 000 € à 1 300 000 €	0,50 %	(Patrimoine x 0,005) - 4 000 €
De 1 300 000 € à 2 570 000 €	0,70 %	(Patrimoine x 0,007) - 6 600 €
De 2 570 000 € à 5 000 000 €	1,00 %	(Patrimoine x 0,01) - 14 310 €
De 5 000 000 € à 10 000 000 €	1,25 %	(Patrimoine x 0,0125) - 26 810 €
Au-delà de 10 000 000 €	1,50 %	(Patrimoine x 0,015) - 51 810 €

La formule de calcul des droits reprise ci-contre permet de déterminer le montant de manière directe. Ainsi, dans le cas d'un patrimoine taxable de 2 000 000 €, le montant de l'ISF à payer ressort à 7 400 € ((2 000 000 € x 0,007) - 6 600 €). Pour un patrimoine de 4 000 000 €, l'impôt à acquitter est de 25 690 € ((4 000 000 € x 0,01) - 14 310 €).

Afin de limiter les effets de seuil liés à l'application du barème (taxation dès 800 000 € pour un seuil d'imposition de 1 300 000 €), les contribuables dont le patrimoine est compris entre 1 300 000 € et 1 400 000 € bénéficient d'une décote. Celle-ci est calculée comme suit : 17 500 € - 1,25 % de la valeur du patrimoine. Ainsi, un contribuable dont le patrimoine est fixé à 1 300 000 € aura un ISF limité à 1 250 € et à 2 225 € si son patrimoine se monte à 1 350 000 €.

**Aucune modification n'est à signaler en matière de réductions d'ISF tant pour les dons que pour l'investissement au capital des PME.** En conséquence, le plafond global reste fixé à 45 000 € pour les dons ou les investissements en direct dans les PME et à 18 000 € pour les souscriptions au titre des FIP et des FCPI. Les taux de réductions d'impôt demeurent également inchangés, à savoir 75 % en matière de dons et 50 % pour les investissements dans les PME. Autrement dit, pour bénéficier d'une réduction d'ISF de 15 000 €, le contribuable peut réaliser soit 20 000 € de dons, soit des investissements en titres de PME (en direct ou en FCPI/FIP) à concurrence de 30 000 € ou un panachage des deux.

**Dans notre prochaine lettre, nous détaillerons les solutions que nous préconisons en matière d'investissements PME en vue de réduire ou d'annuler l'ISF à payer au titre de cette année. Notre sélection sera particulièrement innovante puisqu'elle offrira notamment une gestion profilée adaptable en fonction du degré de risque de chacun.**

Fait rare pour être souligné, il convient de relever une bonne nouvelle en provenance de la Cour de Cassation. En effet, depuis l'arrêt du 16 février 2016, les contribuables assujettis à l'ISF ont **la possibilité de cumuler l'abattement pour occupation et indivision**. Autrement dit, après avoir pratiqué un abattement de 20 % au titre de l'occupation, chaque indivisaire peut en plus pratiquer un abattement de 20 % lié à la difficulté de céder son bien détenu en indivision. Il convient toutefois de rappeler que **les abattements sont à opérer sur la valeur réelle du bien et non sur une valeur déjà sous évaluée à la base sous peine de subir les foudres de l'administration fiscale.**

## DECLARATION DES REVENUS 2015 : FAUT-IL RATTACHER SES ENFANTS A SON FOYER FISCAL ?

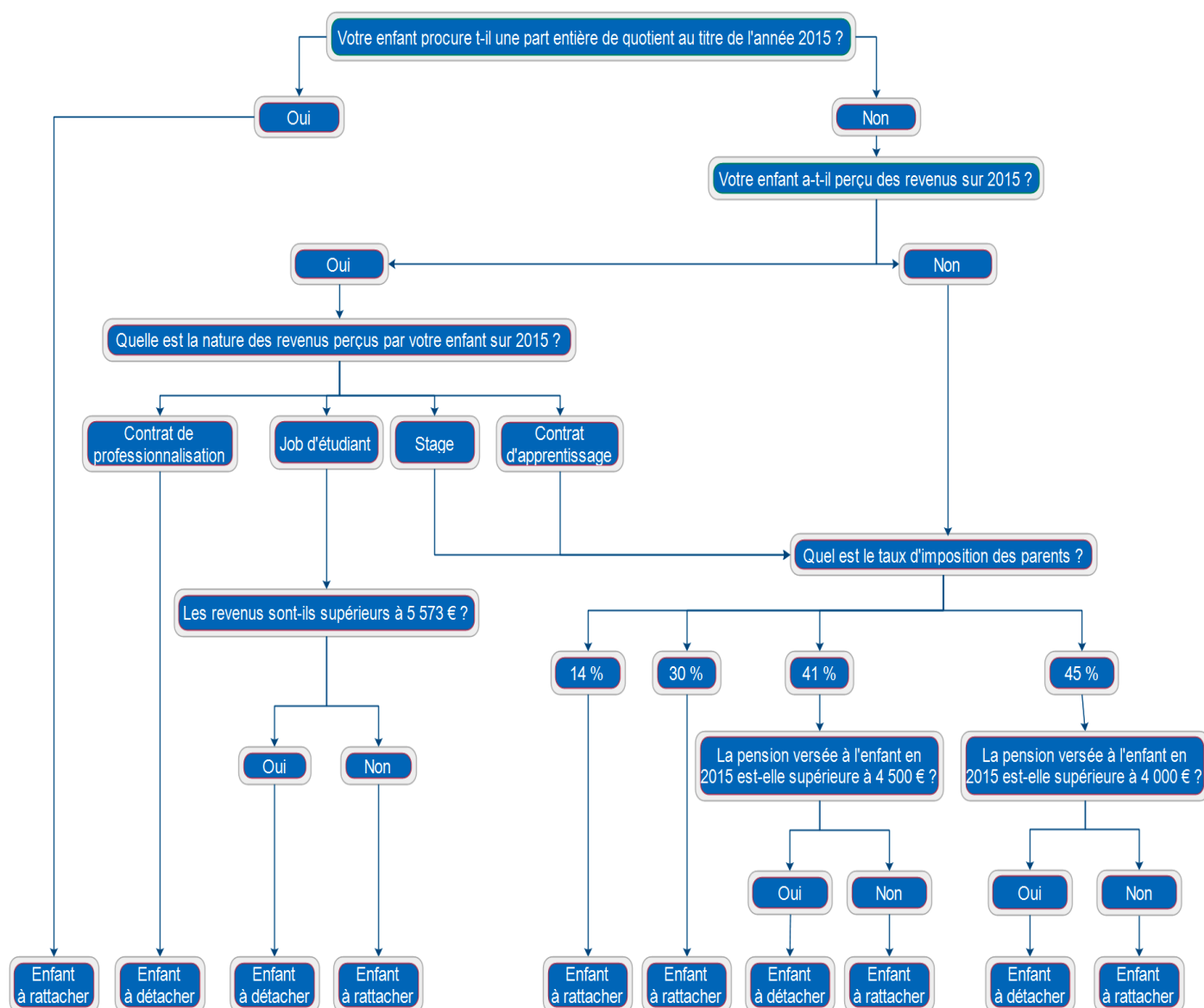
**D**ès qu'un enfant est majeur, il devient, en théorie, un contribuable à part entière et doit donc déposer sa propre déclaration de revenus. Toutefois, **si l'enfant est âgé de moins de 21 ans ou 25 ans s'il poursuit des études, les parents peuvent décider de le rattacher à leur foyer fiscal et ainsi conserver le bénéfice fiscal lié à la demi-part, voire à la part entière selon le nombre d'enfants au sein du foyer fiscal.** Le montant du gain d'impôt procuré par une demi-part est fonction des revenus du foyer fiscal sans toutefois pouvoir excéder 1 510 € en raison du plafond du quotient familial.

**Si l'enfant établit une déclaration séparée, les parents pourront alors déduire de leurs revenus une pension alimentaire. Celle-ci sera plafonnée à 3 407 € si les parents ne peuvent la justifier ou à 5 732 € en cas de justification du paiement de la pension.** Le gain d'impôt opéré par les parents est fonction de leur taux marginal d'imposition. Ainsi, pour un taux de 30 %, le gain d'impôt lié à la déduction de la pension alimentaire sera de 1 719 € (5 732 € x 30 %) ou de 1 022 € (3 407 € x 30 %). En contrepartie, l'enfant devra déclarer sur sa propre déclaration de revenus, la pension déduite par les parents. S'il s'agit de ses seuls revenus, l'enfant ne sera pas imposable puisque le seuil pour l'être est fixé à 14 450 €.

**Le détachement de l'enfant du foyer fiscal va toutefois avoir des conséquences négatives pour les parents tant au regard de la taxe d'habitation que des réductions d'impôts auxquelles ils pouvaient prétendre.** Ainsi, en raison de la perte de l'abattement pour charge de famille, le montant de la taxe d'habitation va s'alourdir de quelques centaines d'euros et la réduction d'impôt pour forfait scolarité, qui se monte à 183 € pour un étudiant, ne pourra plus être pratiquée. **Au global, le manque à gagner peut donc varier de 250 € à plus de 500 €.**

**Les paramètres entrant en ligne de compte sont nombreux** (nombre de part procurée par l'enfant, taux d'imposition des parents, montant et nature des revenus de l'enfant, montant de la pension versée...) **ce qui complexifie la prise de décision.** Afin de vous éviter des calculs fastidieux, nous avons élaboré un arbre de décision qui permet de déterminer très simplement s'il convient de rattacher ou non son enfant au foyer fiscal.

**EST-IL FISCALEMENT PLUS INTERESSANT DE RATTACHER SON ENFANT ETUDIANT  
DE MOINS DE 25 ANS A SON FOYER FISCAL ?**



Afin de bien appréhender la décision qui découle de ce schéma, il faut avoir à l'esprit que **le traitement fiscal des revenus perçus par l'enfant est fonction de leur nature**. Ainsi, les rémunérations perçues par les étudiants de moins de 25 ans dans le cadre d'une **activité exercée en parallèle à leurs études sont imposables au-delà de trois fois le SMIC mensuel, soit 4 373 €**. Autrement dit, un étudiant de 24 ans qui a perçu une rémunération de 4 000 € sur l'année ne devra rien déclarer. En revanche, si la rémunération ressort à 6 000 €, le montant à déclarer sera de 1 627 € puisque seules les sommes qui excèdent 4 373 € sont taxables.

**Les indemnités de stage perçues en 2015 sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite de 17 490 €, quelles que soient la durée et la date de signature de la convention de stage.** Au delà de ce plafond, les gratifications sont soumises à l'impôt sur le revenu uniquement pour la fraction des indemnités qui dépasse 17 490 €, ce qui semble peu probable en réalité.

**Concernant les rémunérations perçues dans le cadre de l'alternance,** il convient de distinguer le recours au contrat d'apprentissage du recours au contrat de professionnalisation puisque l'imposition diffère :

- **Les salaires versés dans le cadre d'un contrat d'apprentissage bénéficient d'une exonération à hauteur de 17 490 €** (soit 1 457,50 € par mois). Autrement dit, seule la partie du salaire annuel excédant cette somme doit être déclarée, ce qui, dans la pratique, est peu fréquent.
- **Les salaires perçus pour un contrat de professionnalisation sont imposables dans leur intégralité et ne bénéficient d'aucune exonération de la même manière que les salaires versés pour un salarié en CDD ou en CDI.**

Nous restons à votre entière disposition pour de plus amples informations.

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 mars 2016

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 385,06	0,72%	-5,43%	17,52%	9,92%
PARIS (CAC Mid&Small)	10 650,60	3,57%	-3,65%	46,92%	40,55%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 412,76	1,25%	-5,12%	21,01%	16,55%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 004,93	2,01%	-8,61%	14,52%	3,23%
NEW YORK (Dow Jones)	17 685,09	7,08%	1,49%	21,31%	43,55%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	4 869,85	6,84%	-2,75%	49,04%	75,11%
FRANCFORT (Dax Xetra)	9 965,51	4,95%	-7,24%	27,84%	41,53%
LONDRES (FTSE 100)	6 174,90	1,28%	-1,08%	-3,69%	4,50%
TOKYO (Nikkei 225)	16 758,67	4,57%	-11,95%	35,18%	71,79%
MONDE (Msci World) en Euros	150,16	2,18%	-4,94%	24,64%	44,33%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,35%	-0,40%	-0,19%	0,42%	1,06%
ETATS-UNIS	0,39%	0,82%	1,30%	1,81%	2,22%
ROYAUME-UNI	0,66%	0,40%	0,61%	1,29%	2,10%
JAPON	-0,09%	-0,24%	-0,24%	-0,12%	0,36%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	34 700 €	-3,61%	10,62%	-13,03%	8,78%
NAPOLEON	207,40 €	-1,85%	12,60%	-12,30%	5,44%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1386	4,53%	4,17%	-11,08%	-19,86%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,7920	1,05%	7,40%	-6,34%	-10,38%
EURO / 100 YENS	¥ 128,06	4,22%	-2,72%	5,95%	8,89%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,0913	0,22%	0,85%	-10,51%	-16,09%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 mars 2016

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 182,57 milliards d'euros au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2015
DEFICIT PUBLIC 2014	77,4 milliards d'euros soit 3,5 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2015	2 096,90 milliards d'euros soit 95,7 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,30 % au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2015
PRODUCTION INDUSTRIELLE	+ 0,80 % en janvier 2016
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,60 % en février 2016
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 218 euros par mois à compter du 01/01/2016
SMIC	9,67 euros à compter du 01/01/2016
INDICE DES PRIX	- 0,20 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	- 0,58 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	- 0,01 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,30 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - [magellanconseil@magellanconseil.fr](mailto:magellanconseil@magellanconseil.fr) - [www.magellanconseil.fr](http://www.magellanconseil.fr)

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152)